

Elections professionnelles 2018

- Election au Comité Technique de l'INRA -

- ✓ **Salaires gelés et inflation soutenue = pouvoir d'achat en berne !**
- ✓ **Conditions de travail de plus en plus dures et stressantes**
- ✓ **Retraites menacées par le système à points**
- ✓ **Casse des services publics, de l'Hôpital à l'Education Nationale**
- ✓ **Budgets des unités pressurés et personnels épuisés par la course aux projets**
- ✓ **Emplois de titulaires supprimés, précarité qui explose**
- ✓ **... et, pour couronner le tout, fusion INRA-IRSTEA à marche forcée avec alignement de nos droits sur le moins-disant social !**

Vous avez d'autres aspirations ?

Vous voulez dire STOP à cette politique anti-sociale du gouvernement Macron ?

**Votez pour un syndicat combatif et indépendant,
VOTEZ, FAITES VOTER CGT-INRA !**

A travers les élections aux Commissions Administratives Paritaires (**CAPN** et **CAPL**), vous allez élire ceux qui défendront vos droits individuels. Avec les élections au Comité Technique (**CT**) INRA et au CT Ministériel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, vous choisirez des représentants qui porteront vos revendications en matière de statuts, de carrières, d'organisation du travail et de fonctionnement des services. Tous les personnels ont le droit de vote, fonctionnaires et contractuels. Le résultat de ce scrutin déterminera la représentativité de chaque syndicat et ses droits à négocier, mais également la composition du **CCHSCT** (Comité Central Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail), des **CHSCT** de centre, de la **CNFP** (Commission Nationale de Formation Permanente) et de la **CNAS** (Commission Nationale d'Action Sociale).

**Vous avez apprécié les actions que nous avons conduites dans toutes ces instances,
et dont nous vous avons régulièrement rendu compte,
Alors, appuyez-nous en votant CGT : au CT de l'INRA et au CT Ministériel !**

A l'initiative de la CGT, rejointe ou non par les autres syndicats selon les cas, le Comité Technique a condamné les **budgets** d'austérité successifs, s'est prononcé pour un moratoire sur la **fusion** à marche forcée INRA-IRSTEA, a interpellé la direction sur les conséquences pour les personnels de la **labellisation** des **unités expérimentales**, sur les effets du projet **Saclay**, ou encore obtenu des compensations (insuffisantes) sur l'impact de **GEFI** pour les personnels d'appui. Les prises de position du CT, alliées à la mobilisation des personnels dans tous les centres et à la pétition des DU initiée par des militants CGT ont contraint Direction et Ministère à limiter l'individualisation des rémunérations contenue dans le **RIFSEEP**. Nous avons révélé à tous les **CR**, en amont d'un CT, un texte scandaleux concernant leurs progressions de carrière, ce qui a amené la DG à reculer, au moins partiellement, sur ce texte. Nous avons aussi diffusé à tout le personnel les rapports sur la fusion INRA-IRSTEA alors que la Direction tardait à le faire.

**Défendre nos conquêtes collectives contre le
« chacun pour soi » de Macron**

Tout le dispositif social issu de 1945 (Code du travail, Sécu, Retraites, Assurance-chômage...) est remis en cause au nom d'une prétendue équité... alors que le « président des riches » ne cesse de faire des cadeaux au patronat.

Egalement au programme (Cf. CAP2022) : **liquidation de la fonction publique et du statut de fonctionnaire** avec : missions publiques confiées au privé, 120.000 postes titulaires à supprimer, recrutement encore plus massif de précaires, poursuite du gel du point d'indice, salaire au mérite, remise en cause des CHSCT et du rôle des CAP.

Le projet de réforme systémique des retraites et un système par points parachèvent le dispositif en tentant d'en finir avec le code des pensions des fonctionnaires, et de baisser drastiquement toutes les pensions du public comme du privé

L'INRA dans la tourmente

Cette politique se traduit aussi à l'INRA : des **unités exsangues** devant tout espérer d'appels à projets aléatoires, 563 emplois titulaires supprimés de 2011 à 2017 (dont 489 en catégorie CI!), 18% des effectifs sous statut précaire; tout cela générant un stress continu, des ITA aux chercheurs, sans compter les logiciels défectueux ! **Le processus de fusion INRA-IRSTEA ne peut qu'exacerber ces problèmes**. Quel que soit son intérêt dans l'absolu, c'est bien l'austérité et la volonté de faire des économies de moyens et de personnels qui cadrent l'opération ! La volonté d'exclure les personnels de la discussion est liée à l'ampleur des conséquences néfastes à venir pour les agents, avec un alignement sur un moins-disant social incluant notamment la remise en cause des garanties obtenues sur le RIFSEEP, la RTT ou encore la mutualisation des personnels d'appui en pôles ou plateformes.

**Plus que jamais, vous avez besoin d'élus intransigeants,
ne cédant pas sous la pression des directions !**

ENSEMBLE, REFUSONS

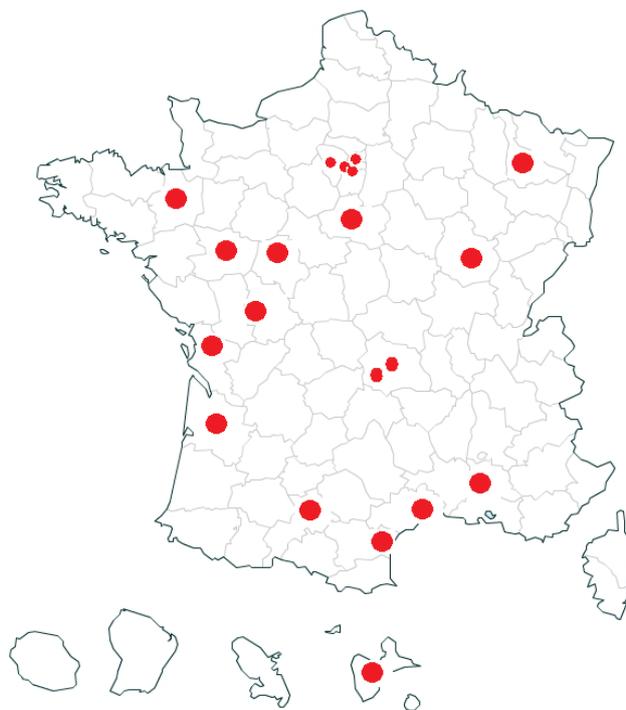
- Cette fusion à marche forcée INRA-IRSTEA
- Les budgets de misère alloués par l'Etat
- Le fonctionnement généré par le financement sur appels à projets, qui dégrade les conditions de travail de toutes les catégories et accroît les inégalités entre unités
- La remise en cause des garanties acquises par la lutte des personnels, notamment concernant l'individualisation des rémunérations (RIFSEEP)
- Les mobilités forcées liées aux regroupements et les restructurations d'unités et services, à Saclay et ailleurs
- Les suppressions continues de postes, en particulier de catégorie C, mais aussi de chercheurs
- Les sous-effectifs dans les SDAR, les UR et les UE, et la mise en pôles des personnels d'appui
- Le développement de l'emploi précaire et le non-renouvellement « préventif » des non-titulaires
- Le changement de « modèle économique » des unités expérimentales visant à leur « rentabilisation » avec la labellisation
- L'externalisation- privatisation de nos missions et de nos métiers

ENSEMBLE, EXIGEONS

- Un moratoire sur la fusion INRA-IRSTEA
- Une augmentation significative des subventions d'Etat pour les deux instituts
- Un financement d'Etat annuel suffisant pour le fonctionnement normal de toutes les unités : a minima 12000€ par agent et par an !
- La revalorisation de nos rémunérations de 9%, sans individualisation ni salaire au mérite
- Le maintien et l'amélioration du code des pensions des fonctionnaires
- La création des emplois statutaires nécessaires dans toutes les catégories et le déblocage des carrières
- Un véritable plan de titularisation de tous les non-titulaires sur fonctions pérennes
- Le maintien de CHSCT et de CAP de plein exercice avec des pouvoirs renforcés
- L'amélioration de nos conditions de travail
- L'accès à une formation continue adaptée aux attentes des personnels et non fondée sur le « management »
- De nouveaux outils adaptés aux utilisateurs et non l'inverse (GEFI : plus jamais ça !)
- Le maintien et même l'augmentation du nombre de logements de fonction

Des candidates et des candidats représentatifs de toutes les catégories de personnels et d'une très large diversité des départements, centres et implantations INRA

1. Christiane Bœuf (IE Clermont)
2. Pascal Tillard (IR Montpellier)
3. Hendrik Davi (CR Avignon)
4. Sabine Delaunay (AI Paris)
5. Gladys Samson (TR Guadeloupe)
6. Bérangère Lefort (TR Versailles)
7. Michel Bertrand (IR Grignon)
8. Jean-François Bouhiron (AT Lusignan)
9. Dominique Simonneau (TR Le Magneraud)
10. Patricia Braconnier (TR Bordeaux)
11. Line Boulonne (IE Orléans)
12. Pascale Maillard (CR Nancy)
13. Laurence Artige (AI Theix)
14. Philippe Knapen (AT Rennes)
15. Christophe Gauthier (TR Tours)
16. Matthias Zytnicki (CR Toulouse)
17. Jean-Michel Salmon (DR Narbonne)
18. Djamila Onésime (IR Jouy)
19. Julian Mischi (DR Dijon)
20. Frédérique Didelot (AI Angers)



Avec ces élus, vous affirmerez privilégier les droits collectifs à l'individualisation à tous crins !

POUR UN SYNDICALISME COMBATIF ET INDEPENDANT

VOTEZ, FAITES VOTER CGT !